"Le combat contre l'indifférence ne se gagnera pas avec des lois"

Christophe Béchu, sénateur-maire d'Angers

PROPOS RECUEILLIS PAR **OLIVIER VAN CAEMERBÈKE**

***Le Jas* : Votre parcours en politique est éloquent. Quelles places tiennent, dans celui-ci, les questions sociales ?**

Christophe Béchu : Mon élection à la présidence du Conseil général de Maine-et-Loire en 2004 a coïncidé avec le démantèlement d'un vaste réseau de pédophilie à Angers. Devenu administrateur ad hoc de 44 des 45 enfants victimes, je suis entré en responsabilité politique en découvrant l'Aide sociale à l'enfance sous un versant particulièrement difficile. J'ai aussitôt été animé par le sentiment d'urgence à agir, ce qui s'est traduit par l'organisation, avec Le Jas, des toutes premières Assises de la protection de l'enfance. Cela a énormément compté dans mon approche des politiques sociales et de la solidarité. Cela m'a amené aussi à présider le conseil d'administration du Groupement d'intérêt public Enfance en danger et à diriger le numéro d'appel national pour les enfants maltraités (le 119). Comme vous le savez, je préside l'Odas depuis octobre 2014.

***Le Jas* : Quels enseignements avez-vous tirés de ces diverses responsabilités ?**

C. B : La France dispose d'un grand nombre de dispositifs sociaux efficaces qui permettent d'atténuer les difficultés matérielles multiples que rencontrent certains de nos concitoyens. Ce sont des instruments nécessaires à la préservation de la cohésion sociale. Mais ceux-ci ont deux corollaires beaucoup moins positifs.

Le premier, c'est que certains bénéficiaires du soutien de la nation peuvent se retrouver privés d'une part de leur dignité en étant réduits à de simples "objets de solidarité", privés en quelque sorte d'être acteurs de leur destin. D'où nos différentes réflexions sur des systèmes de réciprocité comme moyens pour redonner de la dignité aux gens aidés. Je vous donne un exemple très concret mis en place à Angers : le permis de conduire citoyen. Celui-ci repose sur le principe très simple : 1 heure de Code de la route offerte contre 1 heure de temps mise au service d'associations de solidarité ou d'intérêt général. En pratique, la personne qui se voit offrir cette heure de code va, en réciprocité, aller donner un coup de main aux Restos du Cœur, passer du temps dans un Ehpad, faire du soutien scolaire... Une partie des travailleurs sociaux ont, au début, manifesté de l'inquiétude face à ce dispositif. Ils craignaient une stigmatisation des personnes les plus pauvres. Mais ces dernières n'ont absolument pas vécu cela de cette manière, bien au contraire. Elles se sont dites heureuses de se sentir de nouveau utiles, de participer à la vie de la cité. Et l'expérience a même débouché par une embauche en CDI pour deux d'entre elles. Enfin, c'est aussi une manière de redonner de la fierté aux gens, car ils sont allés chercher ce permis avec

leurs efforts. Ce n'est évidemment pas transposable partout et pour tous, mais ces réflexions autour de la réciprocité ont du sens et ne doivent pas être regardées avec des œillères.
Second corollaire regrettable de nos dispositifs de solidarité, c'est qu'ils entraînent la montée d'une indifférence de la part des autres concitoyens. Ceux-ci se disent qu'en payant leurs impôts, ils remplissent déjà leur devoir de solidarité. Mais une société dans laquelle on ne se sent pas responsable et solidaire des autres, où l'on ne se demande pas ce qu'on peut faire pour son voisin de palier, les plus démunis, les plus isolés, les plus âgés... est une société dans laquelle on perd une part de notre humanité. Ces problématiques de cohésion sociale sont fondamentales si l'on veut redonner à la société une espérance et un cap. Le combat contre l'indifférence ne se gagnera pas avec des lois.

© Pascal Guiraud.

***Le Jas* : En quoi vos responsabilités de maire ont-elles enrichi vos réflexions ?**
C. B : Être maire, c'est être en première ligne. Je constate les menaces qui pèsent sur les équilibres de notre tissu social. Lorsque le chômage augmente et que le pouvoir d'achat baisse, le tout dans un contexte sécuritaire aiguisé, les tentations de repli généralisé sont patentes. La montée du populisme sur le plan politique, mais aussi sur le plan des comportements individuels, constitue des épreuves pour la solidité du vivre ensemble. Ce sont autant de défis auxquels, en tant que maires, nous sommes confrontés quotidiennement et pour lesquels il est impossible de botter en touche en expliquant qu'il s'agit là de la responsabilité de l'État. C'est important, car les enquêtes d'opinion démontrent que le maire reste, de tous les élus, le moins impacté par le rejet du Politique.

***Le Jas* : L'Odas organise chez vous, les 1er et 2 février, une rencontre nationale sur le thème : "Acteurs locaux et pacte républicain : comment revitaliser les liens et les repères ?". Avez-vous des pistes pour renforcer l'impact de l'action municipale sur la cohésion sociale ?**
C. B : C'est une vaste question à laquelle je n'ai pas la prétention d'apporter "la" réponse en quelques phrases. C'est tout l'enjeu et l'intérêt de ce congrès que de nous pousser à un temps de réflexion avant l'action en nous appuyant, ce qui est le propre de la philosophie de l'Odas, sur les bonnes pratiques déjà en place et en s'inspirant de ce qui a déjà été lancé et évalué.
Parmi les sujets qui font l'actualité des médias ou dans les débats politiques, la cohésion sociale est la grande absente. Il me semble donc utile qu'au début du mois de février, des élus, des associations et des acteurs de terrain puissent se retrouver aussi pour échanger autour de ces problématiques fondamentales si l'on veut redonner à la société une espérance, un cap, se forger un destin collectif. Ce n'est pas un hasard si ce congrès aura lieu à quelques semaines de l'élection présidentielle.
Pour apporter un début de réponse, il me semble par exemple nécessaire d'agir sur la crise du bénévolat. Lorsque l'on creuse un peu cette question, on se rend compte que si beaucoup d'associations manquent de bénévoles, ce n'est pas parce que les gens ne veulent pas aider, c'est qu'ils ne peuvent ou ne veulent plus s'investir dans un bénévolat trop contraignant. Il y a donc de nouvelles formes d'engagement à inventer. L'exemple de la Journée citoyenne, que vous connaissez bien au *Jas*, et que nous avons lancée il y a deux ans à Angers, illustre l'exemple à suivre. C'est efficace, gratifiant pour les participants, concret, limité dans le temps et cela permet aussi au tissu associatif local de recruter de nouveaux bénévoles.

BIO EXPRESS
Conseiller municipal d'Avrillé à seulement 21 ans, président du Conseil général de Maine-et-Loire de 2004 à 2014, député européen de juillet 2009 à janvier 2011, sénateur depuis octobre 2011, maire d'Angers depuis avril 2014.

Le JAS : Faites-vous partie de ceux qui appellent de leurs vœux une recomposition de l'échiquier politique au-delà du traditionnel clivage Droite/Gauche ?

C. B : Lors de mon passage au Parlement européen j'ai été marqué par le fait qu'aucun parti n'y est majoritaire et donc que des terrains d'entente avec d'autres groupes pour faire passer vos idées y sont nécessaires. Cela n'est pas assez intégré dans la culture française.

Une bonne culture de compromis, c'est la capacité à faire preuve d'intelligence collective, y compris par rapport à des contextes que l'on ne pouvait pas connaître au moment de l'élection. C'est donc une preuve de maturité démocratique. Autant je considère le clivage important pendant le temps des débats (car il permet de trancher des orientations), autant je pense qu'au quotidien la démocratie gagnerait en maturité à se débarrasser des postures dans lesquelles la majorité donne le sentiment d'avoir toujours raison et l'opposition, que la majorité a toujours tort. C'est une constante très franco-française. Un exemple pour l'illustrer : dans la plupart des pays européens, la réforme des retraites a d'abord été vécue comme la réponse technique à un problème démographique. Chez nous cela a longtemps été réduit à une problématique politicienne, générant des oppositions davantage idéologiques que pragmatiques. Or le débat doit gagner en maturité. Au cours du quinquennat de François Hollande, la majorité a parfois pris des positions à 180° de celles qu'elle défendait jusqu'alors. Des positions auxquelles s'est opposée la droite par posture alors même qu'il s'agissait de ses propres idées ! Voilà ce qui abime le débat politique et la confiance que les citoyens peuvent avoir dans le système. Que, sur un certain nombre de sujets, nous ayons la capacité à dépasser ces clivages pour aboutir à des unions nationales, des majorités pragmatiques, me semble souhaitable. ■

10E RENCONTRES NATIONALES DE L'ODAS

Acteurs locaux et pacte républicain
Comment revitaliser les liens et les repères ?

1er et 2 février 2017
Centre des congrès d'Angers

✔ 2 jours de réflexion et de rencontres
✔ 4 plénières
✔ 6 ateliers

Pour sortir du discours défaitiste, prendre de la hauteur et redonner de l'élan au pacte républicain

Notre devise nationale aurait-elle perdu son sens ? La liberté et l'égalité semblent dorénavant s'épanouir sans la moindre référence à la fraternité. Or, la progression de l'insécurité, dans tous ses aspects, ne peut se combattre durablement que par la revitalisation des liens et des repères. Consolider le vivre-ensemble, revaloriser les valeurs républicaines s'imposent comme autant de sursauts indispensables pour lutter contre toutes les formes de vulnérabilité. Mais pour renforcer sa cohésion, la société française doit pouvoir mieux s'appuyer sur les acteurs locaux (élus, professionnels, habitants, bénévoles…), dont beaucoup sont déjà porteurs d'initiatives. Il est donc urgent de rechercher les voies permettant d'amplifier cet engagement ?

Plus d'info sur : www.odas.net

10èmes RENCONTRES NATIONALES DE L'ODAS

Acteurs locaux et pacte républicain

Comment revitaliser les liens et les repères ?

1ER ET 2 FÉVRIER 2017

Centre de Congrès d'Angers

1ER FÉVRIER 2017 DE 14 H 00 À 18 H 30 - PLÉNIÈRES

14 h 00 -14 h 15 **Film témoignage de ceux qui s'engagent**

14h15 - 14h30 **Accueil et ouverture des travaux par Christophe BECHU,** *sénateur-maire d'Angers, président de l'Odas* **et Patrick KANNER,** *ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports*.

14h30 - 16h30
TABLE RONDE

Comment renforcer l'impact du pacte républicain face aux enjeux du vivre ensemble ?
Quels sont les nouveaux enjeux de la cohésion sociale et territoriale du pays ? Peut-on faire évoluer notre conception de la citoyenneté, de la solidarité et de la démocratie ? Peut-on adapter en conséquence les politiques publiques ?

16h30 - 18h30
TABLE RONDE

Peut-on mieux définir les rôles respectifs des pouvoirs locaux pour accroitre leur impact sur le vivre ensemble ?
La décentralisation n'est pas suffisamment perçue comme un atout pour consolider le pacte républicain. C'est pourquoi l'Odas met en débat ses propositions sur l'avenir de la décentralisation, en partant des enseignements des recherches actions effectuées avec des Villes, des Départements et des caisses de protection sociale.

2 FÉVRIER 2017 DE 9H00 À 12H30 - ATELIERS

Comment renforcer concrètement l'impact du local sur le pacte républicain ?

ATELIER N°1 : Acteurs locaux et cohésion territoriale
La ségrégation territoriale constitue une menace de plus en plus perceptible. Comment valoriser les territoires en difficulté, qu'ils soient urbains ou ruraux ?

ATELIER N° 2 : Acteurs locaux et cohésion intergénérationnelle
La perception du vieillissement est principalement façonnée par l'inquiétude qu'il suscite. Alors que dans d'autres pays la relation à l'âge est plus positive. Comment s'en inspirer ?

ATELIER N° 3 : Acteurs locaux et soutien à la jeunesse
Le soutien à la jeunesse ne peut être l'affaire d'une seule collectivité. Comment partir de diagnostics communs pour parvenir à de nouvelles réponses ayant comme point d'orgue le développement du lien social ?

ATELIER N° 4 : Acteurs locaux et développement de la citoyenneté
Comment s'appuyer sur la diversité culturelle, générationnelle, territoriale, pour passer d'une posture de défiance à la construction d'un projet commun et à l'implication de tous dans sa mise en œuvre ?

ATELIER N° 5 : Acteurs locaux et co-construction des projets territorialisés
L'optimisation des politiques publiques pourrait être facilitée avec une meilleure cohérence entre les divers acteurs et une véritable participation des habitants. Comment parvenir à une gouvernance réellement participative et partagée ?

ATELIER N° 6 : Acteurs locaux, travail social et expertise locale
Malgré la prolifération des diagnostics de toutes sortes, il est rare que les collectivités publiques se dotent vraiment d'indicateurs efficients élaborés avec les travailleurs sociaux. Comment renforcer le lien entre expertise, travail social et gouvernance ?

2 FÉVRIER 2017 DE 14H00 À 17H00 - PLÉNIÈRE

14h30 - 16h30
TABLE RONDE

Comment parvenir à une véritable République décentralisée ?
Cette table ronde permettra à des responsables politiques et associatifs de réagir aux propositions des ateliers. De plus des questions de la salle formulées par écrit contribueront à enrichir les échanges.

Synthèse et présentation des propositions des ateliers par Jérôme VIGNON, *président de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, ancien directeur de la commission européenne chargé de la protection et intégration sociales.*

16h30 - 17h00 **Conclusion des rencontres par Christophe BECHU,** *sénateur-maire d'Angers, président de l'Odas*.